



Centre Meir Amit d'Information
sur les Renseignements et le
Terrorisme

Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien (6-12 juillet 2011)



Israéliens d'extrême-gauche manifestant à l'arrivée des activistes étrangers à l'aéroport Ben-Gourion
(Ronen Zevulon, Reuters, 8 juillet 2011)

Résumé des événements

- Cette semaine, les tirs sporadiques de roquettes ont continué à viser le Néguev occidental ; en réponse, l'armée de l'air israélienne a attaqué plusieurs tunnels d'attaque au Nord de la bande de Gaza. Un char de Tsahal a été visé par un engin piégé.
- Cette semaine également, la tenue d'un événement de propagande organisé dans le cadre de la campagne de délégitimation d'Israël a été déjouée. Plusieurs centaines d'activistes, français pour la plupart, prévoyaient de se retrouver à l'aéroport Ben-Gourion afin d'y organiser une "protestation" et de là, de se rendre dans les territoires ainsi qu'en Israël pour des activités anti-israéliennes. Pour la plupart, la montée à bord des avions leur a été refusée dans leurs pays d'origine. Certains d'entre eux (près de 120) ont été interrogés à leur arrivée à Ben-

Gourion et arrêtés ; des contacts sont actuellement en cours avec les compagnies aériennes pour leur rapatriement.

■ La plupart des activistes participant à la flottille sont rentrés chez eux suite aux problèmes liés au départ de Grèce. Les organisateurs de la flottille ont annoncé leur intention d'envoyer une flottille plus petite, symbolique, bien qu'on ignore si leurs propos sont fondés.

L'évènement de propagande à l'aéroport Ben-Gourion (Etat des lieux)

■ Le 8 juillet, un évènement de propagande était prévu dans le cadre de la campagne de délégitimation d'Israël. Des centaines d'activistes arrivant sur des vols commerciaux étaient supposés converger vers l'aéroport Ben-Gourion afin d'y organiser une manifestation avant de se rendre dans les territoires. Les organisations et activistes responsables de l'opération, français pour la plupart, prévoyaient de témoigner de leur solidarité avec les Palestiniens, de protester contre la barrière de sécurité, de diffamer Israël et de protester contre le refus d'Israël de permettre aux étrangers d'entrer dans les territoires librement.

■ Le ministère de l'Intérieur israélien a déployé des centaines de policiers dans l'aéroport. Israël a également contacté les divers pays européens ainsi que les compagnies aériennes, leur fournissant les listes des passagers suspects et les avertissant que ces individus seraient interdits d'entrée en Israël, et que les compagnies aériennes seraient responsables de leur rapatriement dans leurs pays d'origine. **Environ 350 activistes n'ont pas pu embarquer sur les vols pour Israël** en France, Grande-Bretagne, Belgique, Grèce, Suisse, Hollande et Allemagne. Des douzaines d'activistes ont manifesté dans les aéroports concernés.



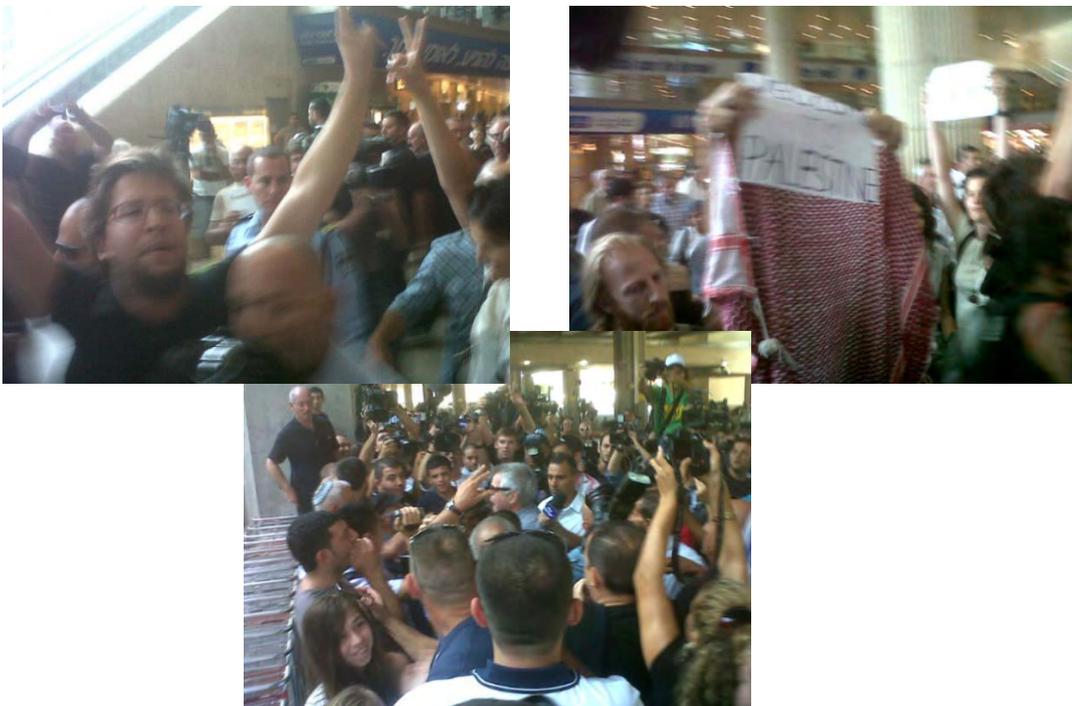
Activistes interdits de séjour en Israël manifestant à l'aéroport Charles De Gaulle à Paris (Site Internet bienvenuepalestine.com, 8 juillet 2011)

■ Les premiers activistes ont atterri à Ben-Gourion le 6 juillet. Cependant, comme prévu, le plus grand nombre est arrivé le vendredi 8 juillet. A leur arrivée, environ 400 passagers ont été interrogés par les fonctionnaires des services d'immigration israéliens. Six individus ont été expulsés immédiatement. **Cent vingt-quatre passagers et activistes ont été transférés**

dans des structures de détention ; quatre ont été libérés peu après. Le cas de 120 autres a été traité avec les compagnies aériennes et ils devraient être rapatriés. **Le 10 juillet, 36 activistes ont été expulsés. Environ 80% des activistes qui se sont vus refusés l'entrée en Israël étaient français**, 8% belges, 6% allemands et le reste américains, hollandais, espagnols et bulgares.

■ Selon des déclarations des autorités aéroportuaires, **les activistes sont arrivés dans des groupes organisés. Ils ont annoncé avoir planifié leurs voyages en détails et avoir été informés de la manière de faire face aux arrestations à l'aéroport.** Certains ont répondu par une **violence verbale extrême**. Plusieurs douzaines d'Israéliens d'extrême-gauche venus manifester leur solidarité avec les activistes ont commencé à se révolter dans le hall des arrivées. Trois d'entre eux ont été arrêtés et transférés au commissariat de l'aéroport pour être interrogés.

■ Cependant, selon des sources palestiniennes, **plusieurs douzaines d'activistes ont réussi à se rendre en Cisjordanie.** Ils ont apparemment affirmé être de simples touristes à leur arrivée et n'ont pas révélé leur objectif véritable (cf., les manifestations en Judée-Samarie). **Certains d'entre eux ont participé aux manifestations violentes organisées près du point de contrôle de Qalandia le 9 juillet et dans d'autres lieux usuels d'affrontement entre policiers israéliens et propagandistes palestiniens** (Voir ci-dessous) (Agence de presse Ma'an et site Internet du Hamas Paltoday, 9 juillet 2011).



Activistes anti-israéliens à l'aéroport Ben-Gourion
(Site Internet occupiedpalestine.wordpress, 8 juillet 2011)

■ **Taher al-Nunu, porte-parole du Hamas**, a dénoncé la décision des gouvernements européens de ne pas permettre l'arrivée des activistes en Israël, affirmant que cette interdiction montre le "vrai visage" de ces pays, qui soutiennent Israël tout en "faisant croire au peuple palestinien" qu'il a leur soutien (Al-Rasala.net, 9 juillet 2011).

Des pages Facebook de deux activistes qui ont apparemment participé à l'évènement



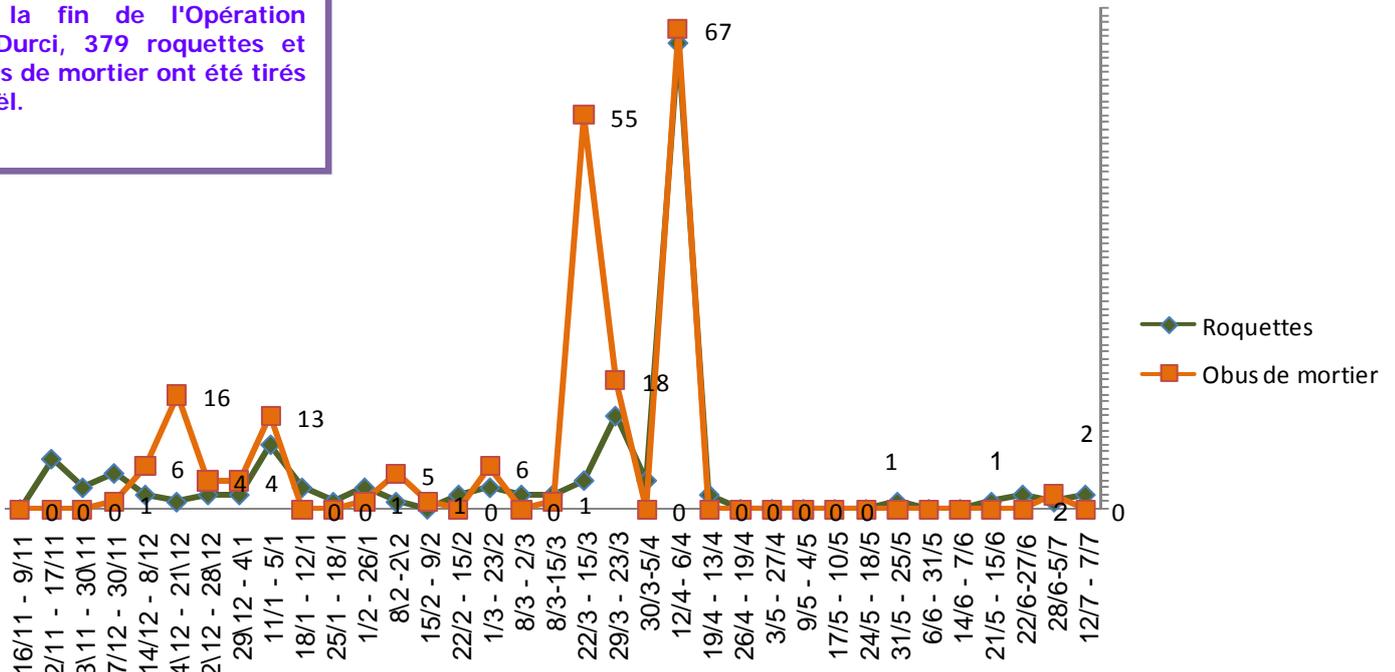
Gauche : Incendie du drapeau israélien, de la page Facebook d'Umm Nawal.
Droite : De la page Facebook de Claire Boulette : Individu drapé dans un drapeau du Hezbollah.

Principaux événements au Sud d'Israël

■ Le 9 juillet, deux roquettes ont été tirées en territoire israélien et se sont abattues sur des terrains vagues dans le Néguev occidental, sans faire de blessés.

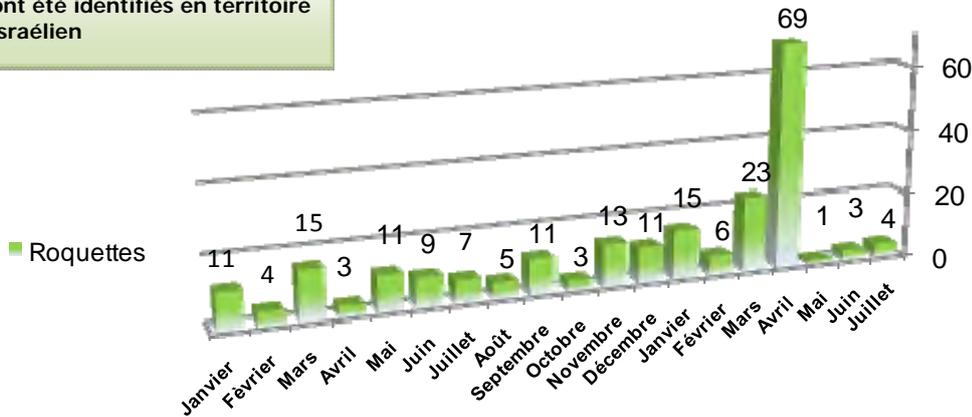
Roquettes et obus de mortier tirés en territoire israélien¹

Depuis la fin de l'Opération Plomb Durci, 379 roquettes et 335 obus de mortier ont été tirés sur Israël.



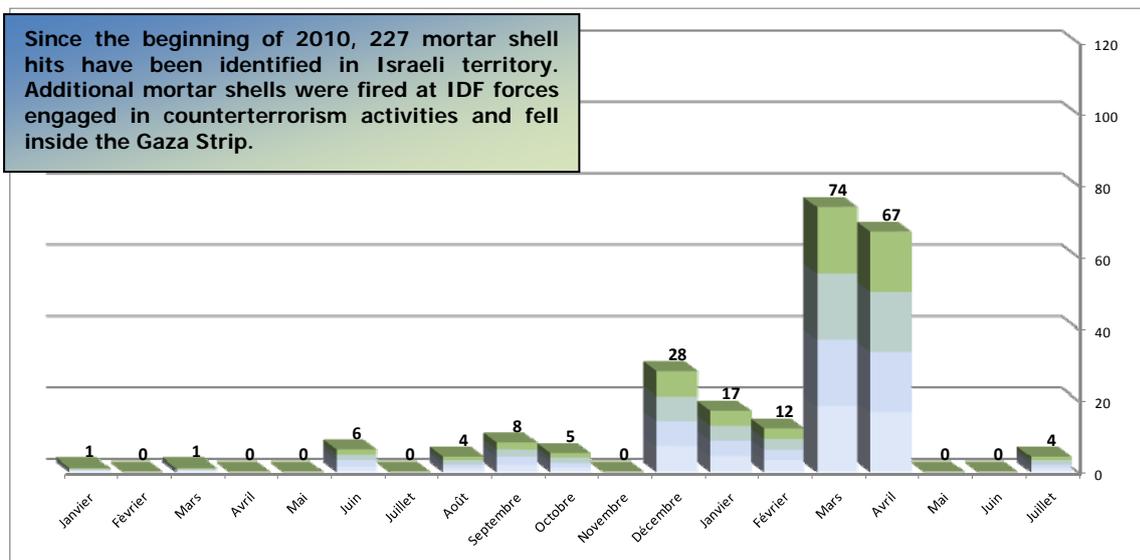
Tirs de roquettes durant l'année écoulée

Depuis le début de l'année 2010, 223 tirs de roquettes ont été identifiés en territoire israélien



¹ Les statistiques n'incluent pas les obus de mortier tirés sur les soldats de Tshal patrouillant le long de la barrière de sécurité qui se sont abattus dans la bande de Gaza. Exact au 12 juillet 2011.

Tirs d'obus de mortier durant l'année écoulée



Frappes de l'armée de l'air israélienne

- En réponse aux tirs de roquettes, les 6 et 10 juillet, l'armée de l'air israélienne a frappé plusieurs tunnels d'attaques au Nord de la bande de Gaza. Aucune victime n'a été signalée (Porte-parole de Tsahal, 6 et 10 juillet 2011).

Un char israélien visé par un engin piégé

- Le 7 juillet, un char de Tsahal a été visé par un engin piégé à la frontière avec la bande de Gaza près de la localité d'Ein Hasheloshah. Un soldat de Tsahal a été légèrement blessé (Haaretz, 7 juillet 2011).

Judée-Samarie

Situation sur le terrain

- Au cours de la semaine, les forces de sécurité israéliennes ont continué leurs activités de contreterrorisme en Judée-Samarie, arrêtant des Palestiniens soupçonnés d'activités terroristes et saisissant des armes.

- Le 9 juillet, des manifestations violentes ont été organisées dans le **village de Nebi Saleh, au point de contrôle de Qalandia** près de Jérusalem et dans diverses localités de Judée-Samarie. Les manifestants, des **Palestiniens, des civils israéliens et des ressortissants étrangers**, ont affronté les forces de sécurité israéliennes, qui ont riposté par des mesures

anti-émeute. Selon la presse israélienne, parmi les manifestants étrangers figuraient des activistes arrivés par avion (Ynet, 9 juillet 2011). Selon les organisateurs, les manifestations visaient à marquer le septième anniversaire de la décision de la Cour Internationale de la Haye qualifiant la barrière de sécurité "d'illégale".

Développements dans la bande de Gaza

Les terminaux

- Durant la semaine écoulée, entre 249 et 263 camions transportant des marchandises sont entrés chaque jour dans la bande de Gaza (Site Internet du coordinateur du gouvernement israélien pour les territoires, 11 juillet 2011).
- Selon des rapports dans les médias égyptiens, Mahmoud Abbas, le Président de l'Autorité Palestinienne, a envoyé un communiqué aux autorités égyptiennes exigeant un allègement du passage des Palestiniens par le terminal de Rafah. Les autorités égyptiennes ont accepté sa demande, au moins pendant les mois d'été, alors qu'un grand nombre de Palestiniens doivent emprunter le terminal. Le 10 juillet, une délégation du Hamas est arrivée en Egypte pour discuter d'un nouvel allègement des restrictions (Al-Ahram, 4 juillet ; Al-Youm Al-Sabaa, 11 juillet 2011).

Tensions entre le Hamas et l'UNRWA

- Un communiqué officiel de l'UNRWA sur des coupes budgétaires, a été reçu par une série de protestations de la part des Palestiniens :
 - Le département des affaires des réfugiés de l'administration *de facto* du Hamas dans la bande de Gaza a dénoncé les réductions budgétaires et a appelé l'ONU à fournir à l'UNRWA les fonds nécessaires.
 - Bassem Naim, le ministre de la Santé de l'administration *de facto* du Hamas, a déclaré que cette décision portait atteinte aux indigents, aux malades et aux étudiants, ajoutant que la communauté internationale se dégageait de sa responsabilité envers les réfugiés palestiniens (Agence de presse Safa, 10 juillet 2011).
 - Une grenade a été lancée sur le siège de l'UNRWA dans le camp de réfugiés d'Al-Bas à Tyr au Liban, apparemment pour protester contre les récentes compressions budgétaires (Al-Joumhouria, 11 juillet 2011).

Israël et l'Autorité Palestinienne

Activités diplomatiques de l'AP en vue du vote à l'ONU pour un Etat palestinien

■ L'Autorité Palestinienne continue son activité diplomatique en vue du vote en Septembre sur l'établissement d'un Etat palestinien. Dans ce cadre, une **rencontre du comité de contrôle arabe** est prévue le 16 juillet. Le comité devrait annoncer sa position sur l'appel palestinien à l'ONU et le soutien arabe à l'appel. **Une réunion de "tous les ambassadeurs palestiniens dans le monde"** devrait par ailleurs être organisée en Turquie entre les 22 et 25 juillet, sous la direction du Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas et en présence du Président turc Abdullah Gül (Site Internet Qudsnews, 9 juillet ; agence de presse Wafa, 10 juillet 2011).

■ Selon **Yasser Abd Rabbo**, secrétaire du comité exécutif de l'OLP, **même en cas de reprise des négociations avec Israël, l'Autorité Palestinienne compte toujours faire appel au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée Générale de l'ONU**, afin de demander le soutien international à l'établissement d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem Est pour capitale. Il a ajouté que **l'Autorité Palestinienne n'avait pas encore décidé à qui faire appel en premier, au Conseil de Sécurité ou à l'Assemblée Générale**, précisant encore que les Etats arabes, le comité de contrôle arabe et l'UE allaient être consultés (Agence de presse Wafa, 8 juillet 2011). Il a également déclaré que les Palestiniens ne feraient pas appel à l'ONU fin Juillet, ajoutant que cette rumeur était le résultat d'un malentendu (Radio Voix de la Palestine, 10 juillet 2011).

La Chambre des représentants américaine appelle les Palestiniens à négocier ; le Canada s'oppose à l'appel à l'ONU

■ Le 8 juillet, par 435 voix contre 407, **la Chambre des représentants américaine a voté la Résolution 268, soutenant une solution négociée du conflit palestinien-israélien menant à une solution à deux Etats. Le projet de loi "s'oppose à toute tentative d'établir ou de rechercher la reconnaissance d'un Etat palestinien en-dehors d'un accord négocié entre Israël et les Palestiniens"**. Il appelle également les **"leaders palestiniens à cesser les efforts pour porter atteinte au processus de négociation, y compris par une déclaration unilatérale de formation d'un État ou en recherchant la reconnaissance d'un Etat palestinien d'autres nations ou des Nations-Unies** ». De plus, il appelle le futur gouvernement d'unité nationale palestinien à renoncer au terrorisme, à accepter le droit à Israël d'exister, et à réaffirmer les accords précédents conclus avec Israël. Il a également affirmé que les "efforts palestiniens visant à contourner les négociations directes nuiront aux

relations américano-palestiniennes et auront des implications sur les programmes d'aide américaine aux Palestiniens ainsi qu'à l'Autorité Palestinienne".²

■ En réponse, le ministre palestinien des Affaires étrangères Riyad al-Maliki a déclaré que la pression américaine n'était pas une surprise, ajoutant que **les Palestiniens feraient appel à l'ONU et ignorerait les "menaces" de la Chambre des représentants américaine** (Agence de presse Wafa, 10 juillet 2011). Les médias palestiniens ont annoncé que le Premier ministre de l'Autorité Palestinienne, Salam Fayyad, se rendrait en Arabie Saoudite pour discuter de la situation financière de l'AP après la résolution de la Chambre américaine, et demanderait à l'Arabie Saoudite de procéder au transfert de l'aide financière à l'Autorité Palestinienne (Site Internet Qudsnet, 9 juillet 2011).

■ Chris Day, le porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères, a déclaré que la "position de longue date du gouvernement n'a pas changé. La seule solution à ce conflit est celle négociée et conclue entre les deux partis". Linda Sobeh Ali, responsable de la délégation palestinienne au Canada, a affirmé au Canadian Press que les Palestiniens aimeraient "voir le gouvernement canadien adopter une position neutre, en appui à la création d'un État palestinien, en appui à la reconnaissance de la Palestine en tant que membre à part entière des Nations-Unies en Septembre". Elle a ajouté que son gouvernement tentait de convaincre le Canada de reconnaître Israël dans ses frontières pré-1967.³

Flottes pour Gaza – Etat des lieux

■ **La plupart des participants de la flottille sont déjà rentrés chez eux** après trois semaines passées en Grèce. Les organisateurs de la flottille continuent d'afficher leur intention d'expédier un bateau malgré les difficultés ininterrompues auxquelles ils font face, principalement avec les autorités grecques, où la plupart des navires sont ancrés. Rami Abdo, haut responsable de l'ECESG (Campagne européenne contre le siège de Gaza) et l'un des organisateurs de flottille, a déclaré que dans les prochaines semaines, des tentatives supplémentaires seraient faites pour lancer la flottille, ajoutant que des efforts étaient actuellement en cours afin de trouver des ports alternatifs desquels partir (Site Internet Alresala.net, 11 juillet 2011).

■ Le statut des bateaux est le suivant :

² <http://www.govtrack.us/congress/bill.xpd?bill=hr112-268&tab=summary>

³ <http://www.thestar.com/mobile/NEWS/article/1022744>.

- **France : Le navire français Dignity** a tenté à plusieurs reprises de prendre la mer pour la bande de Gaza, mais a été arrêté par les gardes-côtes grecs. Le 10 juillet, il a quitté la Crète avec 10 activistes à bord. Bien que les autorités grecques aient permis qu'il se rende à Rhodes, les activistes ont déclaré que leur destination finale était la bande de Gaza. À cette date, **le bateau est toujours dans des eaux territoriales grecques** (Télévision Al-Jazeera, 10 juillet 2011).

- **Grèce-Suède-Autriche** : Le **Juliano**, qui a été endommagé et réparé, a tenté de prendre la mer le 5 juillet, mais a été rattrapé et remorqué dans un port grec. À la date du 9 juillet, il avait **mis l'ancre dans le port d'Héraklion** au Nord de la Crète. Les gardes-côtes grecs ont présenté aux passagers un document annonçant que la Sierra Leone avait annulé sa participation.

- **États-Unis** : Le réseau américain US Boat to Gaza a annoncé dans un communiqué officiel le 6 juillet que sa participation à la flottille avait pris fin et que **ses activistes avaient commencé à rentrer chez eux** (Site Internet Usboattogaza, 6 juillet 2011).

- **Canada** : La délégation est rentrée au Canada après avoir annulé sa participation à la flottille. Selon une annonce publiée sur le site Internet de l'organisation, bien qu'elle n'ait pas réussi à atteindre la bande de Gaza, ses membres vont continuer leurs activités et restent engagés dans la lutte contre le "siège" (Site Internet de l'organisation, 10 juillet 2011).

- **Italie** : **La plupart des activistes de la délégation sont retournés en Italie.** Un petit nombre a choisi de rester sur l'île de Corfou avant de rentrer par bateau en Italie. Le Togo a menacé d'annuler sa participation au bateau (Page Twitter d'un membre du Parlement malais qui avait rejoint le bateau, 5 juillet 2011).

- **Espagne** : Plusieurs activistes de la délégation espagnole ont organisé **une grève de la faim devant l'ambassade espagnole en Grèce**, espérant recevoir un permis qui permettrait au bateau de naviguer (Site Internet du réseau espagnol, 9 juillet 2011).

Le convoi sud-africain

- **Le convoi de l'organisation sud-africaine SARA a quitté Durban pour la bande de Gaza** le 2 juillet 2011. Il consiste en 20 activistes et dix véhicules, dont une ambulance. Le 3 juillet, le convoi a franchi la frontière avec le Botswana. Le 5 juillet, il a atteint la frontière entre le Zimbabwe et la Zambie et a traversé la Zambie. Il se trouve actuellement en Tanzanie. Les activistes du convoi sont hébergés le long du parcours par les communautés musulmanes locales. Plusieurs difficultés techniques liées aux véhicules ont été signalées (Site Internet SARA, 10 juillet 2011).



**Le convoi sud-africain en route pour la bande de Gaza
(Site Internet SARA, 10 juillet 2011)**